

LE MAÎTRE D'ÉCOLE COMMUNALE A SARREGUEMINES DE 1698 A 1766

Tout au long de la deuxième occupation française de la Lorraine (1670-1697), Sarreguemines se réorganise et retrouve peu à peu une allure normale. Ce bourg, situé au confluent de la Sarre et de la Blies, complètement détruit au cours de la Guerre de Trente Ans et de la première occupation française (1633-1661), retrouve un regain d'activité après 1670. En effet, vers la fin du siècle (1680), les murailles de la ville sont reconstruites⁽¹⁾, des immigrants de langue française s'installent à Sarreguemines et dans la campagne environnante. Après le traité de Ryswick (30 octobre 1697), le duc Léopold décide de faire de Sarreguemines le chef-lieu du bailliage d'Allemagne (13 juillet 1698)⁽²⁾. Ce bourg de la Lorraine orientale, promu au rang de ville administrative, devient alors très vite le « siège d'une maîtrise des eaux et forêts, d'une lieutenance de maréchaussée, d'un corps de l'hôtel de ville à titre de finances et recettes de finances »⁽³⁾. Sarreguemines se voit ainsi dotée d'un important personnel administratif attaché au bailliage et aux administrations nouvellement implantées.

Ces notables du chef-lieu interviennent dès le début du XVIII^e siècle auprès du conseil de ville afin que celui-ci développe le système éducatif local. Ils désirent une école qui soit capable de donner à leurs enfants un enseignement digne de leur rang. Le traditionnel maître d'école ou régent qui est régulièrement rémunéré par le receveur de la ville depuis 1671⁽⁴⁾ ne suffit plus à cette clientèle. Celle-ci désire obtenir, en plus de l'habituel régent, l'ouverture d'une classe de latin dirigée par un régent spécialiste de la langue latine et la création d'une école de filles⁽⁵⁾. La requête de ces nouveaux Sarregueminois reste sans effet au cours des premières années du XVIII^e siècle car la municipalité manque de moyens financiers. Le budget de la ville est en effet absorbé en grande partie par la présence des troupes au moment de la Guerre de Succession d'Espagne (1702-1714)⁽⁶⁾. C'est le 26 avril 1715 que les officiers de l'hôtel de ville et le procureur du duc de Lorraine⁽⁷⁾ décident d'ouvrir une école de filles séparée de l'école de garçons. Cet enseignement donné aux filles est assuré tout au long du XVIII^e siècle par une maîtresse laïque. Voilà un élément bien original car au XVIII^e siècle l'enseignement féminin est

1) Arch. Mil. de Vincennes, A1, vol. 1851.

2) ROGEVILLE, *Recueil des Édits et Ordonnances*, Nancy, t. 1, 1733, pp. 31-32, 50-51.

3) A.M. Sarreguemines (A.M.S.), B7, f° 9.

4) *Ibid.*, C 84.

5) TOUBA (J.), *Sarreguemines im XVIII. Jahrhundert*, Forbach, 1924, p. 33.

6) A.M.S., C 84.

7) Il s'agit de « Jacquemin Nicolas, seigneur de Wittring, Neufgrange et Diebling, avocat, grand-maître des Eaux et Forêts, Conseiller d'État du duc de Lorraine, ambassadeur à la Cour d'Autriche », voir TOUBA (J.), *art. cité*, p. 68.

presque toujours entre les mains des religieuses; les filles du duché de Lorraine ne reçoivent qu'exceptionnellement une instruction assurée par une laïque⁽⁸⁾. L'école de Sarreguemines évolue et continue à s'améliorer sensiblement sous les derniers ducs de Lorraine. Dès le début du XVIII^e siècle, un enseignement de base en latin est assuré par le régent d'école. Les maîtres Linck, Perrotey et Abel assurent ces cours de latin entre 1703 et 1731⁽⁹⁾. En 1732 le poste de régent de latin est enfin créé⁽¹⁰⁾.

Comment le régent est-il recruté ?

Il est recruté par le conseil de ville. Le candidat doit se présenter devant une commission convoquée par le procureur du duc⁽¹¹⁾. Lorsque plusieurs candidats désirent obtenir le poste vacant, la municipalité donne évidemment sa préférence au candidat qui semble le plus capable. Le maire, le prévôt et chef de police ainsi que les échevins, contrôlent les capacités du postulant en écriture française, allemande et latine. Les talents de chantre du candidat sont également examinés par le jury car le régent d'école doit assurer les fonctions de chantre et de marguillier au sein de la paroisse⁽¹²⁾. Le curé de la paroisse siège par conséquent à la commission de recrutement où il donne son avis sur les aptitudes du candidat⁽¹³⁾. La signature du contrat est la deuxième phase de cette opération de recrutement. Il est signé à l'hôtel de ville dès que la commission a fait son choix. Par la suite ce contrat est ratifié par le chancelier du duc de Lorraine.

Ce contrat prévoit prudemment deux étapes. Si, au terme d'une année d'essai, le maître d'école a donné pleinement satisfaction, le conseil de ville renouvelle son contrat pour une période de trois ans⁽¹⁴⁾. Cette prudence apparaît également dans les clauses annexes car les officiers de l'hôtel de ville peuvent à tout moment le révoquer « s'il manque d'exactitude en son service envers le curé ou le public », s'il n'applique pas la lettre et l'esprit du contrat signé⁽¹⁵⁾. En cas de rupture, la municipalité s'oblige à respecter un préavis de trois mois vis-à-vis du régent. Ce dernier doit d'ailleurs observer la même règle s'il décide de quitter son emploi avant terme⁽¹⁶⁾.

8) PARISOT (R.), *Histoire de la Lorraine*, Paris, 1922, t. II, p. 122. Voir aussi CABOURDIN (G.), *La vie quotidienne en Lorraine au XVIII^e siècle*, Paris, Hachette, 1984 et ROHAN-CHABOT (A. de), *Les écoles de campagne en Lorraine au XVIII^e siècle*, Presses universitaires de Nancy et éd. Serpenoise, Metz, 1985.

9) TOUBA (J.), *o.c.*, p. 33.

10) A.M.S., B 4.

11) *Ibid.*, B 2, f° 117, 117 v°.

12) *Ibid.*, B 1, f° 1.

13) L'intervention du curé de la paroisse figure dans tous les contrats cités dans les délibérations de la série B 1 à B 5.

14) A.M.S., B 1, f° 53; B 4, f° 157; B 5, f° 107.

15) *Ibid.*, B 2, f° 167; B 7, f° 73.

16) *Ibid.*, B 5, f° 53, 138 v°, 139.

Les contrats signés entre la municipalité et le régent ne se limitent pas uniquement à un contenu administratif. Les clauses concernant la mission pédagogique du maître d'école sont nombreuses et précises.

La lettre et l'esprit du contrat

Dans tous les contrats, la municipalité demande aux signataires d'être bons pédagogues. Au fil des années, elle accroît d'ailleurs ses exigences à chaque renouvellement. La preuve en est dans la formulation des différentes clauses à partir de 1718. Dorénavant, on demande au maître de se consacrer, avec toujours plus d'attention, à l'instruction et à l'éducation des enfants⁽¹⁷⁾. Quant aux connaissances, les contrats stipulent que le régent doit absolument posséder les langues allemande, française et latine⁽¹⁸⁾. Il doit mettre l'accent sur l'enseignement de « l'orthographe, de l'arithmétique et des principes de la langue latine »⁽¹⁹⁾. On lui demande en outre de consacrer autant de zèle au cathéchisme et à l'instruction des « enfants dans la religion catholique romaine et apostolique », qu'à l'apprentissage de la lecture dans la langue française et allemande⁽²⁰⁾. Les contrats signés avec les maîtresses d'école contiennent des clauses identiques.

Le service d'enseignement du régent est bien défini. L'enseignant doit être présent dans sa classe tous les jours sauf les dimanches et jours de fête. Il doit prendre en charge tous les enfants de Sarreguemines âgés de sept à douze ans⁽²¹⁾. Le service hebdomadaire, qui se caractérise par un horaire précis, varie deux fois au cours de l'année.

<i>Au printemps et en été</i>	<i>Matin : 7 h à 10 h</i>
(du 1 ^{er} avril au 30 septembre)	<i>Soir : 13 h à 16 h</i>

<i>En automne et en hiver</i>	<i>Matin : 8 h à 11 h</i>
(du 1 ^{er} octobre au 31 mars)	<i>Soir : 13 h à 16 h.</i>

En fin de matinée, après la classe, le régent doit accompagner ses élèves à la messe⁽²²⁾. Le contrat précise à ce sujet : « les enfants doivent être dressés pour les obliger à assister aux services divins »⁽²³⁾. La maîtresse d'école doit, comme son collègue masculin, conduire quotidiennement les filles à la messe de 11 heures. Les dimanches et les jours de fête, elle doit accompagner l'ensemble des filles scolarisées à la messe et aux vêpres⁽²⁴⁾.

17) Il s'agit des contrats cités dans les délibérations de la série B 3, B 4, B 5 (1720-1748).

18) A.M.S., B 1, f° 1.

19) *Ibid.*, B 1, f° 53.

20) *Ibid.*, B 4, f° 54, 54v°, 70v°, 71, 71v°. La formule figure dans la plupart des contrats.

21) *Ibid.*, B 2, f° 117v°; B 4, f° 13v°; B 5, f° 53.

22) *Ibid.*, B 4, f° 54.

23) *Ibid.*, B 2, f° 116v°, 167.

24) *Ibid.*, B 5, f° 186v°, 187.

La tâche du régent dans le domaine religieux est primordiale. Il devient un précieux auxiliaire du curé de la paroisse en remplissant les fonctions de marguillier et de chantre⁽²⁵⁾. En tant que chantre, le régent doit aider à chanter les jours de fête et les dimanches au moment de la grand-messe et des vêpres. Il doit également être capable d'enseigner le chant « aux enfants qui ont des dispositions et la foi »⁽²⁶⁾. Comme marguillier, le maître d'école remplit des tâches bien précises. Il sonne les cloches matin, midi et soir, pour annoncer l'angélus, ainsi qu'au moment du service divin⁽²⁷⁾. Balayer l'église trois fois par semaine, fournir les balais nécessaires à cet effet⁽²⁸⁾, laver le linge de l'église en fournissant le savon et l'amidon⁽²⁹⁾, fournir les hosties⁽³⁰⁾ sont les tâches qui mobilisent sans cesse le maître d'école après sa mission purement pédagogique. Celui-ci est d'ailleurs dédommagé de l'achat de ces produits en touchant tous les ans, une somme forfaitaire de six livres⁽³¹⁾.

Les fonctions de chantre et de marguillier peuvent être abandonnées totalement ou en partie par le régent à une personne de son choix. Il s'agit parfois d'un ancien régent qui a d'ailleurs le devoir de remplacer le régent titulaire dans sa classe lorsque ce dernier est absent. Tel est le cas de Michel Charles, régent d'école à Sarreguemines de 1766 jusqu'à la période révolutionnaire. Il fait en effet appel à son père Michel M. qui devient sous-chantre de son fils à Sarreguemines. Michel M. est un ancien régent d'école originaire de Metz qui a exercé la fonction de chantre à la paroisse Saint-Gengoulf à Metz⁽³²⁾.

En réalité le maître d'école abandonne rarement ces fonctions annexes afin de ne pas perdre les avantages liés à celles-ci. En secondant le curé, le régent touche une indemnité annuelle qui s'échelonne de 50 à 100 livres⁽³³⁾. Il profite en outre des « produits des baptêmes » et touche « un tiers des recettes des messes »⁽³⁴⁾.

En dehors de ce casuel, le régent comme la maîtresse d'école perçoivent un traitement fixe versé par le receveur de l'hôtel de ville. La somme perçue entre 1704 et 1759 évolue sensiblement.

Années	Traitement perçu annuellement
1704	36 écus ou 108 livres
1708 à 1742	200 L.
1742 à 1751	400 L.
1751 à 1759	500 L.

25) Ibid., B 1, f° 53; B 4, f° 14.

26) Ibid., B 4, f° 71; 71v°.

27) Ibid., B 2, f° 116.

28) Ibid., B 4, f° 71.

29) Ibid., B 2, f° 116v°, 167.

30) Ibid., B 5, f° 139.

31) Ibid., B 2, f° 116v°, 167; B 2, f° 71.

32) Ibid., B 6, f° 88v°; B 7, f° 73, 196, 196v°.

33) Ibid., B 2, f° 166v°, 167; B 5, f° 121v°.

34) Ibid., B 5, f° 215, 215v°.

35) Ibid., B 1, f° 1, f° 53; B 5, f° 121v°; B 6, f° 88v°; B 7, f° 196, 196v°.

Le traitement est versé tous les trois mois, parfois tous les six mois. D'après l'ordonnance royale de 1724, les maîtresses d'école ont droit à une rétribution minimale de 100 L par an⁽³⁶⁾. A Sarreguemines, la municipalité verse à la maîtresse la moitié de la somme attribuée à son collègue masculin. En plus de la rémunération, le conseil de ville du chef-lieu du bailliage accorde au régent et à la maîtresse d'école des avantages en nature. Tous deux sont logés par la ville qui met également un jardin à leur disposition⁽³⁷⁾. Lorsque les autorités n'ont pas la possibilité de les loger, elles leur versent une indemnité annuelle de 60 L. Si leur installation à Sarreguemines nécessite un déménagement, la municipalité leur attribue une indemnité qui s'élève en 1747 à 62 L⁽³⁸⁾. Le régent et sa collègue bénéficient en outre d'une totale exemption de toutes formes d'imposition et de corvées. Il s'agit là d'un avantage très appréciable à une époque où les membres du Tiers État sont corvéables et taillables à merci.

Véritable cheville ouvrière du système éducatif, le régent ne peut remplir sa mission d'une manière précise que grâce à la structure cohérente créée par la municipalité de Sarreguemines au XVIII^e siècle.

Fonctionnement du système éducatif de la ville de Sarreguemines

L'école communale du chef-lieu de bailliage n'est pas gratuite mais néanmoins « obligatoire ». Officiellement, aucune loi n'oblige les enfants à fréquenter l'école. Les officiers de l'hôtel de ville ont trouvé le moyen de rendre celle-ci obligatoire, d'abord en obligeant toutes les familles solvables à verser les droits d'écolage⁽³⁹⁾, ensuite en aidant les indigents par une subvention.

Les frais d'écolage ou frais de scolarité que doivent verser les parents s'élèvent à 26 sols par année et par élève. Les veuves et veufs versent la moitié⁽⁴⁰⁾. Le premier paiement est effectué fin juin à la Saint-Jean-Baptiste, le second, fin décembre⁽⁴¹⁾. Le droit d'écolage des enfants indigents est pris en charge par le receveur de l'hôtel de ville. Cet argent provient de l'aumône publique⁽⁴²⁾ et de certaines amendes⁽⁴³⁾.

Les frais d'écolage versés par les parents d'un enfant latiniste s'élèvent à un écu par mois, soit 60 sols⁽⁴⁴⁾. Les parents des filles qui assistent aux cours de broderie, de couture et de tricotage versent, en plus des 26

36) PARISOT (R.), *o.c.*, p. 243.

37) A.M.S., B 4, f° 157; B 5, f° 107^{vo}.

38) *Ibid.*, B 5, f° 186.

39) *Ibid.*, B 2, f° 117, 117^{vo}.

40) *Ibid.*, C, 84 à 91.

41) *Ibid.*, C, 65; C, 84 à 91.

42) *Ibid.*, B 4, f° 14.

43) *Ibid.*, B 3, f° 137, 137^{vo}.

44) *Ibid.*, B 4, f° 102^{vo}, 103.

sols, un supplément de 20 sols par mois et par fille⁽⁴⁵⁾. Tout chef de famille doit en outre participer aux frais de chauffage, du 1^{er} octobre au 31 mars, en donnant « deux bûchettes de bois » par jour et par enfant scolarisé. Il est néanmoins possible à chaque famille de s'acquitter de cette charge, en fournissant une voiture de bois d'une valeur de 40 sols, avant le 1^{er} octobre de chaque année⁽⁴⁶⁾. Après 1740, les parents d'élèves peuvent se libérer de cette contribution en versant directement 40 sols au receveur de l'hôtel de ville⁽⁴⁷⁾.

Le tableau suivant détaille les frais de scolarisation à Sarreguemines au milieu du XVIII^e siècle.

Coût annuel théorique de la scolarisation

Durée	Chauffage	Ecolage		
		Simple	avec latin (Garçons)	avec couture (Filles)
1 mois	40		60	20
1 semestre		13	360	120
2 semestres		26	720	240
Total, en sols		66	760	306
= en livres		3 L 6 s	38 L	15 L 6 s

Le résultat de la politique scolaire pratiquée par les autorités municipales de Sarreguemines au XVIII^e siècle est probant. Durival ne dit-il pas à ce sujet dans son *Mémoire sur la Lorraine et le Barrois* (Nancy, 1753) : « la langue française assez peu connue au début du siècle est communément parlée à Sarreguemines au milieu du XVIII^e siècle ». Le régent, la maîtresse laïque, le régent spécialiste en latin ont contribué à ce progrès. Après le rattachement de la Lorraine à la France (1766), le conseil de ville poursuit son œuvre et lors du serment civique de 1790, Sarreguemines compte trois régents, six maîtresses et quatre maîtres d'école de confession israélite.

Michel ANNA

45) *Ibid.*, B 5, f° 186.
46) *Ibid.*, B 4, f° 71v°.
47) *Ibid.*, B 5, f° 111v°.

Annexe

Régents et maîtresses d'école de Sarreguemines de 1700 à 1762

La liste des régents d'école peut être reconstituée grâce à la série B des archives, mais aussi grâce aux registres paroissiaux. Ces derniers sont fréquemment signés par le maître d'école qui joue au XVIII^e siècle un rôle primordial dans la gestion de la paroisse. Jacques Toubas en fournit la liste pour la fin du XVII^e siècle :

Loer Gérard enseigne entre 1671 et le 2 août 1674;

Lentz Jean est à Sarreguemines de 1675 à 1695 et semble y enseigner jusqu'en 1685;

Cratz Jean-Christophe signe les registres paroissiaux en 1685; il peut par conséquent être régent à cette époque. Il meurt à Sarreguemines le 9 mars 1722 à l'âge de 70 ans.;

Houdy Henri enseigne à Sarreguemines de 1697 à 1706⁽⁴⁸⁾.

Pour la période de 1700 à 1762, de précieux renseignements figurent dans la série B des archives municipales. Ces renseignements permettent d'établir le tableau suivant :

Année	Régent d'école	Régent de latin	Maîtresse d'école
1700-1701	Houdy Henri		
1702	Clouet Louis		
1703-1704	Linck Jean-Michel		
1705-1706	Linck Jean-Adam		
1707-1718	Perrotey François-Nicolas		
1719	Perrotey François-Nicolas		Reding Marguerite
1720-1721	Becker Dominique		Reding Marguerite
1722	Durand Pierre-François		Reding Marguerite
1723	Abel Sulpitius		Reding Marguerite
1724-1725	Perrotey François-Nicolas		Reding Marguerite
1726-1731	Abel Sulpitius		Reding Marguerite
1732	Decker Jean-Georges	Demanger Jean-Léonard	Hilbreng Catherine
1733	Decker Jean-Georges		Hilbreng Catherine
1734	Decker Jean-Georges	Moy Jean	Hilbreng Catherine
1735	Decker Jean-Georges		Hilbreng Catherine
1736	Decker Jean-Georges	Girardin Joseph-Baptiste	Hilbreng Catherine
1737-1742	Decker Jean-Georges	Henry Nicolas	Hilbreng Catherine
1743	Keller Jean-Guillaume	Henry Nicolas	Hilbreng Catherine
1744-1745	Keller Jean-Guillaume	Henry Nicolas	Charpentier Marguerite
1746	Legromme Nicolas ⁽⁴⁹⁾	Henry Nicolas	Charpentier Marguerite
1747	Legromme Nicolas		Charpentier/Troueur
1748-1750	Legromme Nicolas		Troueur Françoise
1751-1756	Legromme Nicolas		Travel Catherine
1757	Legromme Nicolas		Travel/Perrone ⁽⁵⁰⁾
1758	Legromme Nicolas		Peronne Anna
1759	Legromme Nicolas		Peronne/Elcker M.
1760-1766	Legromme Nicolas		

48) TOUBA (J.), *o.c.*, p. 33-34.

49) Nicolas Legromme reste en poste jusqu'en 1766, son contrat étant sans cesse renouvelé. Il est remplacé par Michel Charles, « maître d'écriture, chantre et régent d'école » jusqu'à la Révolution. A.M.S., B 6, f° 88v° et B 7, f° 73, 196.

50) Catherine Travel est remplacée par Anna Perrone, veuve depuis 1757 de Christophe Humbert, greffier au bailliage d'Allemagne. Celle-ci est assistée de Madeleine Elcker en 1759. A.M.S., B 7, f° 138v°, 139, 183v°.